

La consommation durable en Suisse et l'amélioration de la sécurité alimentaire dans les pays producteurs

Un système alimentaire mondial durable commence par une utilisation plus efficace des ressources. Dans le cadre de la promotion commerciale en faveur des pays en développement, le Secrétariat d'État à l'économie (Seco) soutient la mise en place et l'application de labels destinés à développer un comportement respectueux des producteurs et des consommateurs sur les plans économique, écologique et social. Une première analyse comparative montre que l'application de critères labellisés contribue, grâce aux progrès effectués dans les processus de production, à réduire les incidences négatives sur l'environnement, à améliorer les conditions sociales, à élever les revenus nets et, enfin, à accroître la sécurité alimentaire des producteurs.



Hans-Peter Egler
Chef de la Promotion commerciale au centre de prestations Coopération et développement économiques, Secrétariat d'État à l'économie SECO, Berne



Comme le montre une évaluation du programme Helvetas, soutenu par le Seco, au Burkina Faso, la culture du coton biologique accroît le revenu économique net des familles de paysans par rapport à la production traditionnelle et favorise ainsi une meilleure alimentation. En illustration: cultivatrice de coton biologique avec son jeune enfant. Photo: Helvetas

Les différentes crises – alimentaire, économique et climatique – ont focalisé notre attention sur l'utilisation durable et efficace des ressources et sur la sécurité de l'approvisionnement en matières premières et en denrées alimentaires.

Il est de plus en plus important de coordonner les démarches au niveau mondial et d'assurer la cohérence entre les réglementations commerciales, sociales et environnementales. La mondialisation et la complexité croissante des processus de production créent des lacunes et des conflits d'objectifs que les réglementations internationales peinent encore à résoudre. Les règles commerciales internationales de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ne distinguent pas les produits en fonction de leur mode de fabrication (PMP, pour «procédés et méthodes de production»), mais se fondent uniquement sur les caractéristiques du produit final pour établir des différenciations de traitement sur le plan commercial. En revanche, les réglementations sociales, comme celles de l'Organisation internationale du travail (OIT), et les réglementations des accords environnementaux multilatéraux (par exemple: Convention-cadre sur les changements climatiques ou Convention sur la diversité bio-

logique) portent principalement sur des volets sociaux et écologiques concernant les méthodes de production. Aussi, la coopération économique au développement du Seco soutient-elle la mise en place de labels et leur application dans les pays en développement.

Les labels environnementaux et sociaux, des normes privées volontaires

Les normes privées volontaires et les labels, qui sont une même réalité dans le présent article, aident à combler les lacunes existant entre les réglementations internationales et à surmonter l'hétérogénéité des normes appliquées dans les différents pays, une question qui pose d'énormes défis en termes de responsabilité sociale aux entreprises actives au niveau international. Les normes privées volontaires sont des règles de comportement qui fixent des critères contraignants de portée générale et globaux applicables aux processus et aux méthodes de production dans le secteur privé. L'application de normes volontaires influe dans une mesure croissante sur la production, le comportement des acheteurs et la politique d'entreprise des grands groupes internationaux. La certification indépendante garantit le respect des cri-

tères et permet d'assurer la traçabilité des conditions de fabrication et de la provenance d'un produit. Le Seco s'investit aussi en faveur de l'harmonisation des critères de certification et de leur reconnaissance mutuelle. C'est pour cette raison qu'il soutient l'International Social and Environmental Accreditation and Labelling Alliance (Alliance Iseal), laquelle réunit plusieurs grands organismes de certification qui fixent les «bonnes pratiques» en matière de définition de normes, de certification et d'accréditation. Cette compatibilité, mais aussi les économies qui en résultent, profitent à tous les acteurs du marché impliqués dans la chaîne de valeur ajoutée, qu'il s'agisse des producteurs, des commerçants, des détaillants ou surtout des consommateurs informés et critiques.

Le consommateur suisse est très sensible aux questions de durabilité. Il n'est qu'à penser à la mode actuelle privilégiant les tons naturels, aux produits de beauté fabriqués dans le respect de la nature et du développement durable, aux sacs recyclés à partir de bâches de camions ou de sacs de riz des Philippines, au vélo électrique sans émissions de CO₂ ou au «Slow-up» visant à ralentir l'allure pour le plaisir, sans oublier le mouvement «Slow Food», qui veut lier éthique et saveurs, et qui englobe le renouveau des jardins familiaux. Les consommateurs informés s'intéressent, en outre, de plus en plus aux produits exotiques issus d'une production respectueuse des impératifs sociaux et environnementaux. Il existe de bonnes raisons à cela: c'est, en effet, moins le fret maritime des ananas cultivés sur le continent africain qui affecte le climat que le trajet menant jusqu'au prochain supermarché, lequel est responsable (par exemple en Angleterre) de la moitié des émissions produites par l'ensemble des transports. En revanche, la décision d'achat durable au profit du commerce équitable, des produits biologiques et des spécialités du Sud ouvre de réelles perspectives aux pays en développement.

Conscients de devoir s'adapter à d'autres besoins en matière de consommation et de marché, les producteurs misent davantage sur la production durable. Aujourd'hui, 8% de la totalité des exportations mondiales de café vert sont issus de la production certifiée et favorisent ainsi le développement économique durable des pays producteurs. Le cacao certifié représente actuellement 3% des exportations mondiales. Néanmoins, selon certains experts, sa part de marché pourrait atteindre 40% dans un futur proche, en raison de l'engagement considérable de certains grands fabricants de chocolat. Outre l'utilisation socialement et écologiquement acceptable des ressources, l'application de normes

privées volontaires contribue à accroître l'efficacité, la productivité et la qualité des produits, et à en assurer la diversité. Le commerce durable améliore l'accès au marché, génère des revenus et, enfin, réduit la pauvreté, principale responsable de la sous-nutrition ou de la malnutrition chronique.

Le commerce équitable

Le commerce équitable est une réussite. Ce système prévoit des prix minimaux garantis, une prime de commerce équitable, des relations commerciales à long terme et une avance sur la récolte qui concourent à stabiliser les revenus des producteurs, lesquels peuvent ainsi investir à long terme dans l'amélioration des produits eux-mêmes et bénéficier d'un meilleur contexte pour le faire. L'élargissement de la palette de produits et la diversification des sources de revenus qui en résulte, mais aussi l'élevage d'animaux de rente pour la consommation personnelle, permettent d'améliorer la sécurité alimentaire des producteurs du commerce équitable et de leur famille. De surcroît, les producteurs peuvent décider ensemble, au sein de leur coopérative, d'affecter directement les primes de commerce équitable à des programmes de sécurité alimentaire.

Du côté des consommateurs, cette initiative visant à améliorer directement les conditions de vie dans les pays producteurs jouit d'une faveur sans cesse grandissante. En accordant un financement de départ à la Fondation Max Havelaar lors de sa création en Suisse en 1992, le Seco s'est mué en bailleurs de fonds de la première heure. L'esprit de pionnier de la fondation, conjugué à la stratégie de marché courageuse et habile du commerce de détail suisse, a placé notre pays en tête du commerce équitable mondial, avec une consommation moyenne annuelle la plus élevée au monde (35 francs par personne). Autofinancée et indépendante institutionnellement depuis 2002, la Fondation Max Havelaar fait aujourd'hui partie des cent principales marques de Suisse: son label «Fairtrade» affiche un degré de notoriété et un taux de confiance de respectivement 80 et 83%. Afin de mieux répondre à la demande internationale croissante, qui augmente jusqu'à 50% par an dans certains pays, plusieurs pays donateurs, dont la Norvège, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas et l'Allemagne, se sont réunis au début de 2009, à l'initiative du Seco. Il s'agissait, d'une part, de continuer à encourager le commerce équitable à titre subsidiaire, de manière coordonnée et au niveau international; d'autre part et surtout, d'étoffer la palette des produits. Le commerce équitable représente, toutefois,



Photo: Janosch Abel

Les consommateurs demandent des produits durables et contribuent ainsi à améliorer la vie dans les pays du Sud, comme le montre l'étude Cosa menée en Tanzanie dans le domaine du café. En illustration: bar distribuant du café issu du commerce équitable à Berne.

moins de 0,1% des échanges commerciaux physiques de produits agricoles au niveau mondial; il n'est donc pas en mesure de servir de standard à l'ensemble du commerce mondial, même s'il contribue à améliorer de manière déterminante les conditions de vie des producteurs.

Le marché des entreprises

En soutenant de nouvelles initiatives telles que la «Better Cotton Initiative» (BCI) ou le «Common Code for the Coffee Community» (4C), le Seco favorise aussi la percée des normes volontaires sur le marché de masse de manière à en amplifier l'impact. Plaque tournante internationale des matières premières agricoles, la Suisse souhaite assumer la responsabilité du commerce de ces produits. En ce qui concerne les codes soutenus par des associations sectorielles actives dans le domaine des produits de masse comme le soja, le café, le cacao ou le coton, tous les acteurs et parties prenantes majeurs (à savoir les producteurs, l'industrie, le commerce et les organisations non gouvernementales) se réunissent afin de trouver une solution et de définir une stratégie aptes à introduire des normes volontaires acceptables tant sur les plans social et écologique que sur celui de la qualité du produit.

S'agissant du café, l'application du 4C, par exemple, devrait permettre à une grande partie du secteur de se tourner vers la durabilité sur une base volontaire de sorte que la majorité des cultivateurs de café en profitent. Au cœur de ces dialogues entre acteurs multilatéraux, une table ronde réunit toutes les parties prenantes et aborde les différents besoins des uns et des autres, de même que les intérêts communs, notamment ceux ayant trait à la qualité. Du côté de la demande, l'as-

surance de la qualité est d'une importance majeure et les acheteurs sont prêts à payer davantage en contrepartie. Du côté de l'offre, la participation au 4C signifie un prix plus élevé pour une meilleure qualité et un accès facilité aux débouchés internationaux.

Les labels au banc d'essai

Face à la place importante prise par les labels, le Seco a financé la première analyse scientifique d'impact à large échelle du Committee on Sustainable Assessment (Cosa), qui compare ce qu'apportent les différents labels aux producteurs. Un projet pilote mené dans le cadre de cette étude dans le secteur du café en Tanzanie (voir encadré 1) enregistre déjà dans les trois composantes du développement durable (sociale, économique et écologique) des succès et des avantages par rapport à la production classique. Cette étude fournit également de premières et intéressantes conclusions en matière de sécurité alimentaire.

En matière *sociale*, l'application de tous les labels analysés favorise la diversification. Celle-ci se fait, d'une part, dans d'autres secteurs et produits à valeur ajoutée où les prix sont meilleurs; d'autre part, dans la culture de denrées alimentaires en vue de l'accroissement du degré d'autosuffisance. Les deux types de diversification améliorent considérablement la sécurité alimentaire. Tous labels confondus, les enfants jouissent d'un accès privilégié à l'éducation (taux de scolarisation plus élevés et meilleur niveau des diplômes), dont ils ne profitent vraiment que grâce à une alimentation suffisante.

En matière *écologique*, l'application de labels contribue à la conservation de la biodiversité et donc au maintien d'une alimentation équilibrée. Par un usage contrôlé des pesticides et un soin attentif apporté aux problèmes d'érosion et de pollution des eaux, l'application de critères labellisés permet de veiller à la fertilité des sols au niveau local et donc d'améliorer les rendements. Il s'agit de manière générale de parer aux sécheresses et aux disettes.

Enfin, la composante *économique* est la base de meilleures conditions de vie, préservées de la pauvreté et de la famine. Grâce à une meilleure qualité des produits, rémunérés à un meilleur prix, et à une efficacité accrue liée au savoir-faire, il est possible d'augmenter le revenu disponible net.

Selon l'étude Cosa, les producteurs apprécient tout particulièrement les compétences en matière de gestion que la mise en œuvre des labels volontaires leur apporte, car les progrès réalisés dans les méthodes de production, de transformation et de commer-

Encadré 1

Projet pilote en Tanzanie

La production de café est une importante source de revenus pour les paysans des pays en développement. C'est le cas par exemple de la Tanzanie, où il permet à deux millions de personnes de subvenir partiellement ou complètement à leurs besoins. La Suisse est la principale plaque tournante du marché du café et les entreprises helvétiques sont passées maîtres dans l'art d'affiner ses produits dérivés. Le Seco et le Cosa ont donc choisi le secteur du café tanzanien pour appliquer pour la première fois, dans le cadre d'un projet pilote portant sur un échantillon de plus de mille paysans, les modèles développés en vue d'effectuer un examen systématique de l'efficacité des pratiques durables. Cette analyse utilité/coûts permet aux consommateurs et aux producteurs de cerner les différentes initiatives et de mieux évaluer leurs besoins. Comparés aux producteurs traditionnels, utilisés comme groupes de référence, il ressort clairement que les quatre labels analysés – Fairtrade, Bio, Utz Certified et C.A.F.E. Practices de Starbucks, particulièrement répandus en Tanzanie – ont apporté de nettes améliorations sur les plans social, écologique et économique. Le «Common Code for the Coffee Community» (4C) n'est qu'en phase de mise en route en Tanzanie; l'analyse n'en a donc pas fait cas.

Encadré 2

Deux exemples de projets du Seco en matière de gestion forestière durable

Avec l'aide de la fondation Intercooperation, le Seco a poursuivi, dans la partie malaisienne de l'île de Bornéo, l'œuvre de l'écologiste Bruno Manser, porté disparu dans le Sawarak. Avec le fonds Bruno Manser, un bon compromis a été trouvé pour le parc national de *Pulong Tau* («notre terre») : il assure, d'une part, les bases existentielles et le maintien de la forme de vie traditionnelle par la conservation de la biodiversité ; il contribue, d'autre part, à la capacité de survie des habitants du parc par l'utilisation durable des ressources forestières dans les zones tampons.

Dans le bassin du Congo, le Seco soutient un projet lancé conjointement par des organisations non gouvernementales, par le secteur privé et par le gouvernement, qui garantit, hors des zones protégées – qui ne couvrent que 7% du bassin du Congo – une utilisation contrôlée de la forêt tropicale et un développement économique durable de la région au profit de la population locale. Ce projet a mis sur le marché les premiers produits dérivés du bois d'Afrique sous le label FSC, reconnu dans le monde entier et très prisé des consommateurs.

Encadré 3

Sources

- *Rapport sur la politique économique extérieure 2009.*
- International Institute for Sustainable Development (iisd), *COSA Analysis of Sustainability in Coffee Production: Initial Results in Tanzania*, 2010.
- Natural Resources Institute, *The Last Ten Years: A Comprehensive Review of the Literature on the Impact of Fairtrade*, 2009.
- Centre for development and environment, *Etude d'impact du programme coton bio et équitable d'Helvetas au Burkina Faso*, 2009.

cialisation contribuent à augmenter leurs profits. À leurs yeux, les standards de qualité et les normes sociales et environnementales ne représentent pas des entraves au commerce, mais constituent les bases propres à améliorer leurs conditions de vie.

L'exemple du coton biologique

En achetant un tee-shirt tendance en coton, les consommateurs s'engagent tout autant, comme le montre une évaluation du programme de promotion du coton bio que mène au Burkina Faso l'organisation suisse de coopération au développement Helvetas, avec le soutien du Seco. Le prix du coton a régulièrement baissé depuis 2006 par rapport à celui des denrées alimentaires, entraînant ainsi une réduction du pouvoir d'achat des paysans traditionnels de quelque 3,5%. Les producteurs de coton biologique disposent d'un revenu net supérieur à celui des paysans traditionnels, ce qui leur permet d'investir une part des profits dans l'amélioration générale de leurs conditions de vie. L'essentiel de leur revenu est, certes, consacré à l'éducation, à la santé et au logement, mais aussi à la qualité de l'alimentation, ce qui a des effets positifs sur leurs performances physiques et psychiques. L'étude relève une amélioration sensible de l'alimentation, autant en termes de qualité que de quantité, ce qui se traduit par exemple par la diversité des menus et le nombre des repas. Comparés aux producteurs de coton traditionnels, les producteurs de coton biologique utilisent une plus grande partie de leurs champs pour la production de denrées alimentaires. Ils élèvent leur degré d'autosuffisance et réduisent les difficultés d'approvisionnement qui pourraient surgir. La fertilité du sol et la rotation des cultures peuvent être renforcées à long terme par la diversification vers d'autres secteurs agricoles rentables, comme l'arachide biologique.

L'exemple de la gestion forestière durable

Le renforcement de l'exploitation durable de la forêt tropicale par l'application des critères du Forest Stewardship Council (FSC) contribue pour une large part, directement et indirectement, à la sécurité alimentaire des pays en développement. L'exploitation forestière durable est plus intéressante économiquement que d'autres formes d'utilisation des sols, parce qu'elle donne accès au marché des certificats d'émission, aux prestations environnementales, aux produits non ligneux et au tourisme. Elle crée de la valeur ajoutée, est source de revenus et protège les forêts tropicales de la déforestation. En permettant de conserver l'écosystème, la biodiversité, les

terrains des petits paysans, elle contribue à préserver les ressources vitales de la population locale. Enfin, la déforestation étant responsable de plus de 20% des émissions de CO₂ de la planète, la prévenir c'est réduire les risques environnementaux liés au réchauffement climatique et aux mauvaises récoltes, qui entraînent des baisses de revenu. L'encadré 2 présente deux exemples concrets de projets cofinancés par le Seco.

Penser mondial, agir local

Les analyses d'impact montrent que les labels de durabilité attribués dans le cadre de relations commerciales équitables renforcent le savoir-faire et l'autonomie des producteurs, améliorent l'accès au marché et génèrent davantage de revenus. Les producteurs qui investissent dans la diversification augmentent leur degré d'auto-provisionnement tout en réduisant leur dépendance vis-à-vis d'une seule matière première agricole ; ils élargissent leur base de revenus et s'assurent une alimentation équilibrée. Les producteurs ne demandent pas l'aumône. Ils veulent être présents et compétitifs sur le marché international et être indemnisés de manière appropriée pour les produits qui satisfont, au niveau international, aux besoins et exigences en matière de qualité et de durabilité.

Du côté des consommateurs, le jardin familial peut certes convenir comme espace de détente et – dans le sillage des crises climatique, économique et alimentaire – d'idéal pour ceux qui visent l'autarcie, mais pas de modèle pour mettre en place un système alimentaire mondial durable. En revanche, la prise de conscience grandissante des consommateurs et l'intérêt des commerçants et détaillants que suscite le commerce durable apporte une pierre supplémentaire au développement économique durable des pays producteurs. Dans *Candide*, Voltaire fait parcourir le monde à son héros et, malgré l'abondance qu'il recèle, ce dernier n'y expérimente que le dénuement. L'ouvrage se termine par cette phrase : «Il faut cultiver notre jardin». Elle pourrait nous servir de conclusion : le résultat est à la mesure de nos efforts et tout un chacun peut faire chaque jour quelque chose en faveur de la sécurité alimentaire dans le monde.

Penser mondial, agir local, c'est encourager, chez les producteurs et les consommateurs, une utilisation des ressources acceptable sur les plans social, écologique et économique. Agir mondial, c'est l'ambition du Seco, qui veut continuer de renforcer le commerce durable entre le Sud et le Nord tout au long de la chaîne de valeur ajoutée. ■